

● (1720)

L'un des aspects les plus regrettables de l'impasse où l'on se trouve sur la question des prix, et consécutivement de l'action unilatérale du gouvernement à cet égard et ensuite de son budget tellement orienté vers l'énergie, c'est le résultat que cela aura sur les compagnies canadiennes. Je ne parle pas des multinationales, mais des sociétés qui appartiennent à des Canadiens et emploient des Canadiens. Je suppose que la plupart des députés ont reçu un exemplaire d'une lettre adressée au ministre des Finances (M. MacEachen) le 13 novembre par un certain B. M. McVicar. Je désire vous citer un extrait de sa lettre, car elle expose beaucoup mieux que nous ne saurions le faire ce qui arrive aux sociétés canadiennes. Je cite:

Ces réductions budgétaires ont des effets immédiats sur les équipes sismiques et les équipes de forage ainsi que sur le marché courant de l'approvisionnement. Si l'on prévoit une diminution de 40 p. 100 des forages (soit 200 puits en moins), le nombre des licenciements directs pourrait atteindre autour de 5,000 personnes. Les licenciements indirects dans les entreprises de diagraphie de boue de forage parmi les autres services auxiliaires d'exploration et de production ainsi que dans les sociétés d'approvisionnement pourraient s'élever à 100 personnes par puits, en particulier si on limite le nombre des centres d'approvisionnement au Québec et en Ontario. Les chiffres peuvent varier d'une personne à l'autre, mais ils sont toujours dans le même ordre de grandeur. Il n'est pas très difficile de prévoir quelle sera la perte nette en dollars, compte tenu des expériences personnelles des spécialistes en la matière et des données que semble posséder le gouvernement. Votre budget aura pour effet immédiat de mettre de nombreux Canadiens au chômage ou de n'apporter aucune amélioration à la situation actuelle de l'emploi, tendance qui n'affectera plus seulement les salariés à revenu modique mais également tous ceux qui possèdent les capacités nécessaires pour maintenir et accroître nos ressources énergétiques. Les licenciements toucheront tout le pays, que ce soit Halifax, Saint-Jean, Sarnia, Windsor ou Vancouver.

Sur la foi des encouragements prodigués par votre gouvernement pour investir dans l'industrie canadienne, j'avais réalisé ce qui paraissait à l'époque un investissement prudent et avisé, à savoir dans les fonds d'investissement n^{os} 5 et 6 de la Turbo Resources Oil and Gas Production. C'était pour moi une forme d'épargne. Je voulais mettre de l'argent de côté pour ma retraite. Votre budget risque fort bien d'avoir réduit à néant cet investissement et avec lui mes économies pour mes vieux jours. Comment pourrais-je jamais faire confiance à nouveau au fisc canadien et investir au Canada plutôt qu'à l'étranger?

C'est pour les particuliers et pour les sociétés que le budget est le plus néfaste: Ocelot, Tri-Mac, Simmons, Canadian Hunter, Voyageur, Turbo, etc. Les Canadiens qui possédaient auparavant des terres viables et prospères, des réserves certaines, ou qui avaient fait de nouvelles découvertes ou avaient le génie pour trouver des gisements d'hydrocarbures sont aujourd'hui au bord de la faillite.

Voilà comment l'économie canadienne réagit face au programme énergétique présenté il y a quelque temps par le gouvernement. D'autres propriétaires d'entreprises canadiennes du secteur primaire l'ont répété à maintes reprises. En fait, le gouvernement leur a bel et bien asséné un coup de massue; ils n'ont d'autre recours que d'en souffrir les conséquences et d'assister à l'exode de l'industrie vers les États-Unis.

On a parlé de séparatisme de l'Ouest. Je me demande si l'expression est juste. On peut certes parler de la frustration des gens de l'Ouest. Il y existe peut-être un sentiment naissant de séparatisme. Je sais en tout cas que la frustration y atteint un seuil critique. Cela n'est pas venu tout d'un coup. C'est le résultat d'une campagne électorale axée sur la promesse de

La motion d'ajournement

prix plus bas, et d'une volte-face presque totale. Il y a eu la conférence constitutionnelle des premiers ministres; on a eu l'impression que le gouvernement fédéral a agi de façon très tortueuse, provoquant la fuite de documents et s'écartant de la tradition canadienne en cette matière.

L'imposition de la clôture lors du débat sur la résolution constitutionnelle a fortement irrité les Canadiens de l'Ouest, et probablement tous les Canadiens d'ailleurs. Le budget et le programme énergétique dont nous avons discuté cet après-midi constituent un autre élément de l'édifice qui peut à la longue susciter une crise dans l'ouest du Canada.

Les habitants de l'Ouest sont des Canadiens. Cela ne fait et n'a jamais fait aucun doute. Je me suis entretenu avec des Canadiens de l'Ouest qui m'ont dit qu'ils penchaient vers le séparatisme, tout en continuant de déployer un drapeau canadien sur leur pupitre, dans leur bureau ou sur leur maison. Ce n'est pas le même genre de séparatisme que nous avons connu il y a quelque temps dans la province de Québec.

Les gens de l'Ouest sont Canadiens, mais il y a des limites qu'ils ne pourront dépasser. Ils sont fatigués et écœurés des méthodes que l'on emploie à leur égard; ils ont assisté au déploiement d'une série de mesures qu'ils ne croient pas nécessaires. Ils sont convaincus qu'ils pourraient contribuer de façon très valable à l'édification du pays, si on leur en donnait l'occasion. Heureusement, un pays est plus fort qu'aucun de ses politiciens ou de ses partis politiques et même que l'ensemble de ceux-ci. C'est heureux pour le Canada, à ce stade de son histoire.

Pour terminer, je prie instamment tous les députés de bien réfléchir avant de voter à ce que l'on inflige à la bonne volonté des Canadiens et à une très importante industrie canadienne. Je crois que nous nous apprêtons non seulement à lui porter un rude coup, mais à la démolir.

[Traduction]

LA MOTION D'AJOURNEMENT

QUESTIONS À DÉBATTRE

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Les questions qui seront soulevées demain soir au moment de l'ajournement sont les suivantes: le député de Central Nova (M. MacKay)—Le Canadien National—L'intention d'abandonner un réseau de voies en Nouvelle-Écosse—La position du gouvernement; le député de Surrey-White Rock-Delta-Nord (M. Friesen)—La Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne—La démission de Michael McCabe—Le montant de l'indemnité de départ; le député de Kootenay-Est-Revelstoke—Les pipe-lines du Nord—L'expropriation des terrains en Colombie-Britannique.